

Individu versus société ou Citoyen versus République ?

Respectable Loge, L'Allobrogie, Orient d'Annecy, Région 6

Mots-clefs : Citoyenneté

Introduction et Contexte

En introduction, de quelle société parlons-nous ? nous choisissons de centrer notre réflexion sur la société française, et par conséquent de considérer les citoyens qui la composent. Ceci posé, le mot « après » interroge et indispose : il présuppose une fin historiquement bornée et majoritairement reconnue. Après quoi ? le mot induit une étape et une temporalité difficiles à percevoir ; prenant racine dans l'expérience subjective, à chacun son « après » comme univers d'espoir et de sens ou de désespoir.

La proposition de penser l'après, à la fois clivante et fédératrice fait courir le risque de la grandiloquence stérile ou de la pensée toute faite : il n'y a jamais loin de la posture à l'imposture. Pour autant, La FM a une vraie utilité, en cherchant toujours à dépasser les préjugés du vulgaire, en prenant de la hauteur pour observer mieux les événements en dépassionnant les cœurs et les esprits.

Mais elle est aussi une vraie pratique : se réunir, se toucher, expérience kinesthésique intime de l'autre qui nous a été interdite. L'humanité est autre chose que des mots, des concepts ; cela doit interroger sur la nature humaine et maçonnique. Dans un monde dématérialisé la FM a elle encore sa place ?

Problématique

L'individu face à la société n'est plus aujourd'hui qu'un « homo economicus », encouragé à un individualisme consumériste dans l'illusion d'une société à stocks infinis. Considéré de la sorte, l'individu a progressivement effacé le citoyen de la pensée. Il n'y a plus de formation du citoyen, que chaque tragédie collective rend toujours plus impérieuse, au sein de cercles de promotion de l'éducation du citoyen. La FM n'en est-elle pas une composante ?

Poussé dans son autonomie consumériste jusqu'à la solitude, l'individu n'est-il pas « marionnetisé » par un état dont il attend toujours plus ? la responsabilité, donc la liberté, de chacun se trouve dé-mobilisée. Ce qui est nécessaire à notre sécurité nous est dicté d'en haut, d'ailleurs : la décision publique impacte l'autonomie de l'individu et, dans une certaine mesure, la capacité à former sa vie (décider et assumer). Vivre en société, c'est assumer l'antagonisme entre liberté individuelle et exigences collectives.

Penser l'individu face à la société induit une logique d'antagonisme ; nous pensons nécessaire de poser un espace d'interrogation inclusif du citoyen versus la RES publica, le premier étant par nature un membre de la seconde.

Propositions

Comment alors améliorer l'esprit citoyen de chacun pour construire une humanité plus juste et plus éclairée ? cet objectif ne peut s'inscrire que dans une politique à long terme via des solutions connues :

1/ L'école reste le fondement de la construction de la citoyenneté ; Aider chaque jeune à faire l'effort de penser par soi-même, à s'attaquer aux idées et aux normes de société dans un esprit critique, un esprit de géomètre, fondé sur des humanités solides. Cela impose d'aborder les savoirs comme substrats culturels émancipateurs et non dans une perspective utilitariste, et renoncer à faire de l'école (et de la formation) un strict outil d'adaptation de la main d'œuvre.

2/ Apprendre à s'engager, à prendre des responsabilités au sein d'un collectif dans un intérêt public (ateliers associatifs, d'entreprises mutuelles, projets) Multiplier les espaces d'engagement citoyen ; réduire de fait au maximum le cumul des mandats ; multiplier la représentation des citoyens dans la gestion des services publics,

ou d'établissement à caractère public ; déployer massivement la subsidiarité sans renoncer à l'unité de la république.

3/ La question de l'autorité doit être posée : dans une société éducativement permissive, les figures d'autorité s'estompent ne laissant qu'à l'état seul le rôle de canaliser des hubris débridées faisant taire de même l'expression du pluralisme des opinions. Est-ce une crise de l'autorité ou de la parentalité ? La parentalité, comme creuset de développement citoyen devrait être réinterrogée, et collectivement ré-investie. Cette question ne peut être traitée sans interroger les conditions du développement humain au sein de la cité, de l'égalité et de la fraternité.

4/ l'émergence de revendications identitaires ou culturelles remet en cause le pacte républicain et affaiblit le jeu démocratique. Mais n'est-ce pas sa faiblesse qui favorise ces revendications ? La liberté absolue d'opinions – et de conscience - que pratiquent les FM en loge doit trouver son corollaire dans la cité. Le conflit pacifique des idées nécessite des espaces renouvelés et diversifiés de débat, du local au national. Démocratie participative, représentative, et délibérative devraient être réassemblées pour une démocratie renouvelée.

5/ in fine, les comportements solidaires individuels ne peuvent être durablement stimulés qu'au sein d'une société elle-même solidaire : l'injustice sociale et les discriminations de tous ordres sont des réalités contre-productives incompatibles avec notre tryptique républicain. Les questions posées à notre société par la COVI n'ont pas changé, Les chantiers que doivent porter les FM non plus : Défendre et promouvoir les êtres humains comme fin et non seulement comme moyen. La réponse de la société dans son ensemble à la crise de la Covid, est une opportunité, parmi d'autres pour pousser plus loin les utopies qui sont les nôtres.

6/ les FM ont le devoir de porter un regard et un discours d'espérance ; subissons, gémissons, mais, in fine, toujours espérons. Les changements profonds de l'Homme et de la société qu'exigent nos utopies se font au niveau des idées et nécessitent de la progressivité donc du temps. Notre société a elle encore du temps pour cela ?

En conclusion, la crise de la Covid actualise s'il en était besoin, l'exigence d'œuvrer à une société meilleure, c'est-à-dire civiquement plus solidaire ; citoyenneté et civisme sont les fondements de l'universalisme républicain défendu par les FM. Ceux-ci ont le devoir de poursuivre l'œuvre entreprise, qui exige de se connaître toujours mieux soi-même, et de participer au débat citoyen afin de porter au dehors ce qu'ils ont appris.